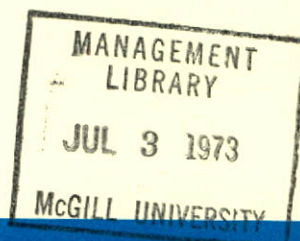




Farm Credit
Corporation

Société du crédit
agricole



ANNUAL REPORT

1972-73

RAPPORT ANNUEL

Ottawa, Ontario
June 19, 1973

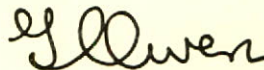
The Honourable Eugene F. Whelan, P.C., M.P.,
Minister of Agriculture,
Ottawa.

Sir:

I have the honour to submit the Fourteenth Annual Report of the Farm Credit Corporation and statement of account for the fiscal year ended March 31, 1973.

On behalf of the Members of the Corporation I wish to express sincere appreciation to the Members of the Advisory Committee and Appeal Boards for the service they provided. I also should like to take this opportunity to thank all members of the staff for their dedication to the task of making the past year eminently successful.

Respectfully submitted,



Chairman.

Ottawa, Ontario
le 19 juin 1973

L'honorable Eugene F. Whelan, C.P., député,
Ministre de l'Agriculture,
Ottawa.

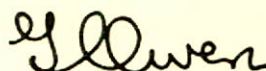
Monsieur le Ministre,

J'ai bien l'honneur de vous présenter le quatorzième rapport annuel de la Société du crédit agricole et les états financiers de l'année financière close le 31 mars 1973.

Au nom des membres de la Société, je désire exprimer ma sincère appréciation aux membres du Comité consultatif et des Commissions d'appel pour les services rendus. Je désire également remercier tous les employés dont le dévouement au travail a assuré le succès de l'année écoulée.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments dévoués.

Le Président,



CONTENTS

Highlights	4
Chairman's Report	5
Operations Under the Farm Credit Act	8
Operations Under the Farm Syndicates Credit Act	12
Operations Under the Small Farm Development Program	13
Administration	13
Financing	13
Report of the Auditor General	16
Balance Sheet as at March 31, 1973	18-19
Statement of Income and Expense for the Year Ended March 31, 1973	20-22
Outstanding Loans from the Minister of Finance	24
Loans Disbursed and Outstanding by Fiscal Years	25
Farm Loans Approved	26-27
Farm Loans Disbursed	28-29
Accounts Outstanding as at March 31, 1973	30-31
Branch, District and Field Offices	32-33
Members of the Corporation, Advisory Committee and Chairmen of Appeal Boards	34
Head Office	35

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	4
Rapport du président	5
Activités sous le régime de la Loi sur le crédit agricole	8
Activités sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles	12
Activités en vertu du Programme de développement des petites fermes	13
Administration	13
Financement	14
Rapport de l'Auditeur général	17
Bilan au 31 mars 1973	18-19
Relevé des recettes et des dépenses, année close le 31 mars 1973	21-23
Relevé des prêts à rembourser au ministre des Finances	24
Relevé des prêts déboursés et à recouvrer par année financière	25
Prêts agricoles approuvés	26-27
Prêts agricoles déboursés	28-29
Montants à percevoir le 31 mars 1973	30-31
Succursale, bureaux de district et de campagne	32-33
Membres de la Société, du Comité consultatif et Président des Commissions d'appel	34
Siège social	35

FARM CREDIT ACT
FARM SYNDICATES CREDIT ACT



LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE
LOI SUR LE CRÉDIT
AUX SYNDICATS AGRICOLES

FOURTEENTH
ANNUAL REPORT

1972-73

QUATORZIÈME
RAPPORT ANNUEL

The Farm Credit Corporation is a Crown agency reporting to Parliament through the Minister of Agriculture. Established by the Farm Credit Act of 1959 as successor to the Canadian Farm Loan Board, its primary objective is to provide long-term mortgage credit under suitable terms and conditions to assist Canadian farmers to organize viable family farm businesses and to promote the development of a sound and competitive farming industry. It also administers the Farm Syndicates Credit Act providing loans to groups or "syndicates" of farmers organized to share in the purchase and use of farm machinery, buildings and installed equipment.

La Société du crédit agricole est une société de la Couronne faisant rapport au Parlement par l'intermédiaire du ministre de l'Agriculture. Établie par la Loi sur le crédit agricole de 1959 pour succéder à la Commission du prêt agricole canadien, son objectif principal est de consentir des prêts hypothécaires à long terme sous des conditions et des modalités favorables pour aider les cultivateurs canadiens à organiser de façon rentable des exploitations agricoles familiales et promouvoir le développement d'une industrie agricole saine et concurrentielle. Elle administre aussi la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles qui prévoit des prêts à des groupes ou "syndicats" de cultivateurs réunis pour partager entre eux l'achat et l'utilisation de la machinerie agricole, des bâtiments et de l'équipement fixe.

HIGHLIGHTS FARM CREDIT ACT

	1972-73	1971-72
NUMBER OF LOANS APPROVED	5,296	4,035
AMOUNT OF LOANS APPROVED	\$186,276,200	\$114,715,840
AVERAGE AMOUNT OF LOAN	\$35,173	\$28,430
NUMBER OF LOANS OUTSTANDING	68,255	68,930
PRINCIPAL AMOUNT OUTSTANDING	\$1,227,483,263	\$1,182,534,159
PERCENTAGE LOANS IN GOOD STANDING	88.7	84.6

SOMMAIRE DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

	1972-73	1971-72
NOMBRE DE PRÊTS APPROUVÉS	5,296	4,035
MONTANT DES PRÊTS APPROUVÉS	\$186,276,200	\$114,715,840
MOYENNE DES PRÊTS EN DOLLARS	\$35,173	\$28,430
NOMBRE DE PRÊTS AUX LIVRES	68,255	68,930
SOMME DU CAPITAL PRÊTÉ	\$1,227,483,263	\$1,182,534,159
POURCENTAGE DE REMBOURSEMENT SATISFAISANT	88.7	84.6

CHAIRMAN'S REPORT

RAPPORT DU PRÉSIDENT

In the past year several revisions were made to the Farm Credit Act. The more significant of these were raising the maximum loan to any one farmer alone to \$100,000 from the previous limits of \$40,000 under Part II and \$55,000 under Part III; increasing by \$250 million the amount which can be borrowed by the Farm Credit Corporation for lending; removing the minimum age requirement of 21 years, which means an applicant can now enter into a mortgage contract provided he can meet the age requirements of the law of the province in which he farms, and adding a requirement that loans may be made only to Canadian citizens or to those with landed immigrant status.

The Farm Credit Corporation also was assigned responsibility for administering the Land Transfer Plan, an important component of the Small Farm Development Program of Agriculture Canada. The program is operating in six provinces whose governments have signed agreements with the Federal Government.

In our last Annual Report it was pointed out that some improvement in farm income, lower interest rates and lower land values had halted the decline in Farm Credit Corporation lending. We have observed over the years that the volume of demand for Farm Credit Corporation loans has been closely related to realized net farm income.

From the standpoint of farm income, 1972 turned out to be a remarkable year. Realized net farm income was about 43 per cent above that of 1971 and the amount of loans was 62.3 per cent above that for the previous year. This amount of loans, however, is below the levels reached in the years 1965 to 1968.

The factors giving rise to higher farm income in 1972 developed in the last half of the year, after the main lending season, so that the record 1972 income was not fully reflected in the 1972-73 volume of lending. Its effects are expected to carry over into 1973-74 as well, and together with another year of relatively high income expected in 1973, an even higher volume of lending is foreseen for 1973-74.

The experience of the last 10 years well illustrates the highly variable nature of farm income and of long-term mortgage lending. It demonstrates clearly the need for maintaining a long-term perspective in administering long-term credit.

Shortly after the Corporation was established in 1959, realized net income started rising and rose steadily to 1967. Farm land values nearly doubled in Canada and more than doubled in Saskatchewan.

Plusieurs changements ont été apportés à la Loi sur le crédit agricole l'an passé. Les plus importants ont sans doute été les suivants: le prêt maximal que tout agriculteur exploitant seul peut emprunter passe de \$40,000 en Partie II et de \$55,000 en Partie III à \$100,000; le montant que la Société du crédit agricole peut emprunter pour son programme de crédit passe à \$250 millions; la limite minimale d'âge qui s'établissait à 21 ans est supprimée de sorte qu'un requérant peut maintenant emprunter pourvu qu'il ait l'âge légal requis pour contracter un emprunt dans la province où il cultive; enfin, les prêts sont maintenant restreints aux citoyens canadiens ou aux immigrants reçus.

La Société du crédit agricole s'est vu également confier la responsabilité de l'administration du Programme de transfert des terres, un élément important du Programme de développement des petites fermes d'Agriculture-Canada. Le programme a débuté dans les six provinces qui ont signé une entente avec le gouvernement fédéral à cette fin.

Il était mentionné dans notre dernier rapport annuel qu'une certaine amélioration du revenu agricole et une baisse des taux d'intérêt et des valeurs foncières avaient mis un frein à la diminution du crédit accordé par la Société du crédit agricole. Nous avons constaté au cours des années que le volume de demande pour les prêts de la Société du crédit agricole est étroitement relié au revenu net réalisé à la ferme.

L'année 1972 s'est avérée remarquable au point de vue du revenu agricole. Le revenu net réalisé à la ferme s'est élevé à environ 43 pour cent de plus qu'en 1971 tandis que le volume de prêt affichait un gain de 62.3 pour cent dans la même période. Toutefois, ce volume est inférieur aux niveaux atteints au cours des années 1965 à 1968.

Les facteurs qui ont contribué à faire augmenter le revenu agricole en 1972 se sont manifestés dans la dernière moitié de l'année après notre principale saison de prêt de sorte que le volume de prêt de l'année 1972-1973 ne traduit pas entièrement le sommet de revenu atteint en 1972. Toutefois, ces facteurs devraient continuer à se manifester en 1973 et produire une autre année de revenu relativement élevé qui se traduira par un niveau de crédit encore plus élevé dans l'exercice 1973-1974.

L'expérience des dix dernières années illustre bien la nature hautement variable du revenu agricole et du crédit hypothécaire à long terme. Elle démontre clairement le besoin de maintenir une perspective à long terme dans l'administration du crédit à long terme.

In this period of optimism it was difficult for the Corporation to hold lending levels consistent with long-term repayment capacities.

In 1967 farm income started to decline. By 1970 realized net farm income in Canada had declined by about one-third (by one-half in the Prairie Provinces) and many farmers were in financial difficulties. The percentage of borrowers in arrears at year end increased from about 6 per cent to over 16 per cent. At this time concern was expressed about the volume of arrears and some believed that an over-extension of credit contributed to the financial difficulties of farmers.

The current record income levels are again resulting in an increasing demand for long-term credit and in increasing pressures on land prices. The number of borrowers in arrears has declined substantially. The Corporation believes it is in the interests of farmers and of the agricultural economy generally that during these wide swings in the farm economy, the Farm Credit Corporation maintains a long-term perspective in administering its programs. This implies reasonable flexibility in collections, a moderation of the pessimism in years when prices and incomes are low and a tempering of the tendency towards over-optimism regarding long-term repayment capacity of farms when prices of farm products and incomes are high.

The real risk in the over extending of credit is incurred by the farmer who borrows. If he finds that his income is not sufficient to meet his obligations, he may be forced into the position of having to sell out his farm. This can and does take place, seldom with any loss to the Corporation. In addition, the almost constant increase in land values provides further protection against loss by the Corporation. Thus, although quite a number of borrowers find they are unable to keep up their payments, the actual financial loss to the Corporation has been low in relation to volume of loans made. It is only in those rare instances where the Corporation resorts to foreclosure and does not realize enough on the sale of the farm to cover its investment that the Corporation stands to lose money. It is important therefore in considering the question of risk in lending to remember that it is risk to the borrower, rather than to the Corporation, which is the more serious consideration.

An increasing concern of the Corporation is the difficulty faced by a young man wishing to start farming. The basic problem is that, with limited equity, he must compete with established farmers for the land he requires to establish a viable business. In most good farming areas, the market price of farm land is set by the amount that the established farmer with his experience, ability and equity is willing to pay for land to enlarge his farm and to benefit from the economies of scale. Generally,

Peu de temps après l'établissement de la Société en 1959, le revenu net réalisé commençait une ascension constante qui s'est poursuivie jusqu'en 1967. La valeur des terres agricoles a presque doublé alors au Canada et plus que doublé en Saskatchewan. Durant cette période d'optimisme, il était difficile à la Société de restreindre ses prêts à un niveau conforme aux capacités de remboursement à long terme.

En 1967, le revenu agricole commençait à baisser. En 1970, le revenu net réalisé à la ferme avait baissé d'environ un tiers (la moitié dans les Prairies) et de nombreux agriculteurs se trouvaient dans des situations financières difficiles. A la fin de l'année, le pourcentage d'emprunteurs en arrérage était passé d'environ 6 pour cent à plus de 16 pour cent. Des inquiétudes ont alors été exprimées concernant le volume des arrérages et certaines gens ont même prétendu qu'un crédit excessif avait contribué aux difficultés financières des agriculteurs.

Les nouveaux sommets de revenu auxquels nous assistons se traduisent par une nouvelle augmentation de la demande du crédit à long terme et une pression accrue à la hausse du prix des terres. Le nombre d'emprunteurs en arrérage a diminué considérablement. La Société estime qu'il est dans l'intérêt des agriculteurs et de l'économie agricole en général de maintenir une perspective à long terme dans l'administration de ses programmes en dépit des fortes fluctuations de l'économie agricole. C'est pourquoi elle doit maintenir une flexibilité raisonnable dans ses activités de recouvrement et faire preuve de modération dans les années pessimistes où les prix et les revenus sont faibles tout en évitant de se montrer trop optimiste concernant la capacité de remboursement à long terme des fermes lorsque le prix des produits et les revenus sont élevés.

Si la Société accordait un crédit excessif à un agriculteur, c'est lui qui serait exposé à des risques accrus. Si son revenu s'avérait insuffisant pour satisfaire à ses obligations, il se trouverait dans une situation où il devrait vendre sa ferme. Et lorsque cette situation se produit, la Société subit rarement de perte elle-même. De plus, l'augmentation quasi constante de la valeur des terres assure une protection accrue à la Société contre les pertes. C'est ainsi que la perte financière réelle de la Société est demeurée faible par rapport au volume de crédit même si plusieurs emprunteurs n'ont pu satisfaire à leurs paiements. La seule situation où la Société pourrait subir des pertes serait dans le très faible nombre de cas où elle procède à la réalisation de ses garanties et ne retire pas suffisamment de la vente de la ferme pour recouvrer son investissement. C'est pourquoi, si l'on doit considérer la question du risque, il nous faut reconnaître que le risque encouru par l'emprunteur est bien plus important que celui encouru par la Société.

such farmers have substantial equities and can take greater risks than the newly established ones. In spite of these difficulties of young farmers, more than 75 per cent of the Corporation's loans in the past year have been to farmers under 45, compared with 38 per cent of all Census farms in this age group. The Corporation, however, will continue to make every possible effort to assist young men to start farming.

Une autre question préoccupe la Société de plus en plus: il s'agit des obstacles que doit surmonter un jeune désireux de s'établir en agriculture. Le problème fondamental est qu'avec un avoir limité il doit faire concurrence aux agriculteurs établis pour obtenir les terres dont il a besoin pour établir une exploitation rentable. Dans la plupart des bonnes régions agricoles, le prix des terres agricoles sur le marché est déterminé par le montant qu'un agriculteur établi, avec son expérience, sa compétence et ses avoirs, est disposé à payer pour des terres afin d'agrandir son exploitation et bénéficier des économies d'échelle. Ces agriculteurs possèdent des biens considérables et peuvent prendre de plus grands risques que les agriculteurs nouvellement établis. En dépit des difficultés éprouvées par les jeunes agriculteurs, la Société constate que l'an dernier elle a consenti plus de 75 pour cent de ses prêts à des cultivateurs de moins de 45 ans alors que seulement 38 pour cent de tous les exploitants agricoles relevés au recensement se situent dans cette catégorie d'âge. La Société n'en continuera pas moins à faire tous les efforts possibles afin d'aider les jeunes gens à s'établir en agriculture.



OPERATIONS UNDER THE FARM CREDIT ACT

Loan Approvals

The fiscal year 1972-73 marked an exceptional increase in loan approvals under the Farm Credit Act. This increase in the effective demand for long-term loans by farmers was still accelerating at the close of the year.

During the year, the Corporation approved 5,296 loans, totalling \$186,276,200. In comparison, in each of the two years immediately preceding, the number of loans approved was just over 4,000 and the amount approved was about \$115 million. Although the amount of increase in demand was not uniform across Canada, a substantial increase was experienced in all regions.

Loans under Part II of the Act, secured by mortgage on land and buildings only, accounted for \$153,486,600, or 82.3 per cent of the total. The balance of \$32,789,600 was approved under Part III of the Act for farmers under 45 years of age and secured by chattels in addition to land and buildings.

The average amount of loan made was \$35,173, up substantially from the \$28,430 average of 1971-72. Part of this increase may be attributable to amendments to the Act which increased the maximum loan to any single farm business to \$100,000. Prior to this amendment which was given Royal Assent

ACTIVITÉS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

Approbations de prêts

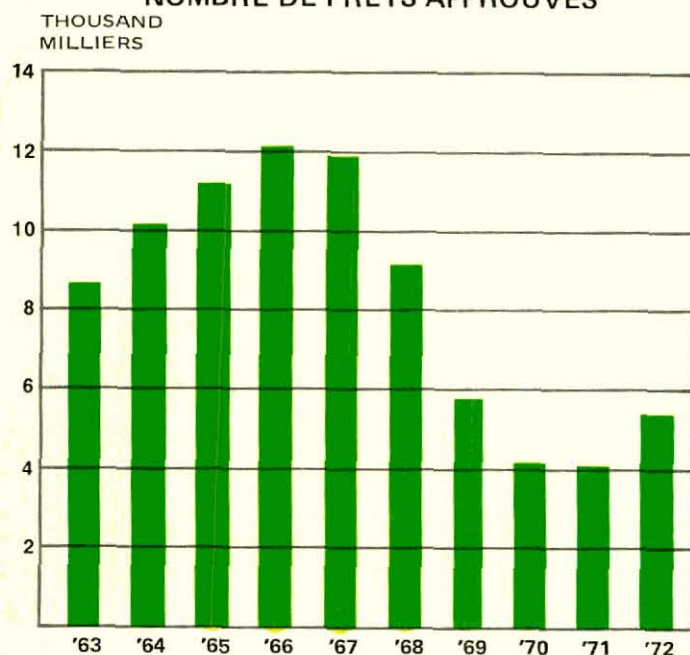
L'année financière 1972-1973 a été marquée par une augmentation exceptionnelle du nombre d'approbations de prêts en vertu de la Loi sur le crédit agricole. L'augmentation de la demande réelle de crédit à long terme par les agriculteurs s'accélérait encore à la fin de l'exercice.

Durant l'année, la Société a approuvé 5,296 prêts totalisant \$186,276,200. Dans chacune des deux années précédentes, elle avait approuvé à peine plus de 4,000 prêts pour un montant total d'environ \$115 millions. Bien que cette augmentation dans la demande ne se soit pas manifestée avec la même force dans l'ensemble du Canada, chacune des régions affichait un gain appréciable.

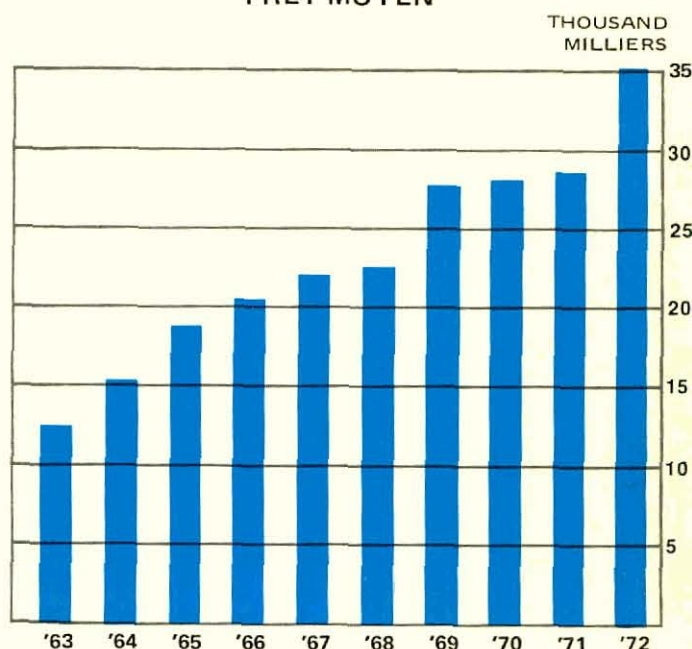
Les prêts consentis en vertu de la Partie II de la Loi c'est-à-dire, les prêts garantis par une hypothèque sur les terres et les bâtiments seulement, représentaient \$153,486,600, soit 82.3 pour cent du total. La différence de \$32,789,600 représente les prêts consentis en vertu de la Partie III de la Loi. Ces prêts sont restreints aux agriculteurs de moins de 45 ans et sont garantis par les biens mobiliers en plus des terres et des bâtiments.

Le montant moyen des prêts consentis s'élevait à \$35,173, ce qui constitue une augmentation con-

NUMBER OF LOANS APPROVED
NOMBRE DE PRÊTS APPROUVÉS

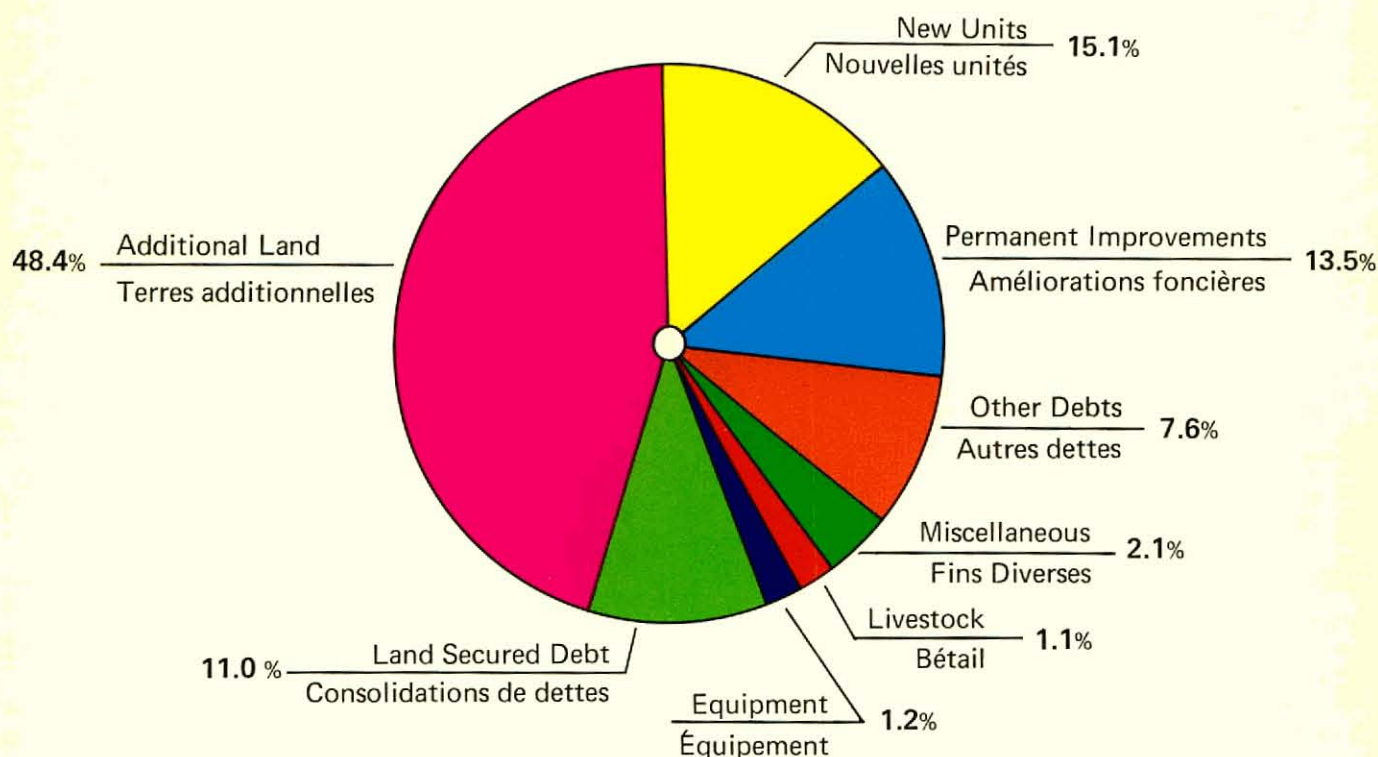


AVERAGE LOAN
PRÊT MOYEN



PURPOSES FOR WHICH NEW FUNDS WERE USED

FINIS POUR LESQUELLES LES NOUVEAUX FONDS ONT SERVI



on July 7, 1972, loans of more than \$40,000 under Part II, and \$55,000 under Part III, were available only to farm businesses in which two or more owners were occupied in the farming operations.

Part of the increase in the average size of loan also must be attributed to the increasing size of farm businesses in general and to the greater use of borrowed capital by all farmers. Although the average amount per loan approved increased substantially, analysis of the distribution of loans by size shows that in 1972-73, 73.4 per cent of the loans approved were for \$40,000 or less, of which 23.4 per cent were for \$20,000 or less.

Use of Loan Funds

Of the total amount approved during the 1972-73 fiscal year, \$48,618,088 or 26.1 per cent was to repay loans previously made under the Farm Credit Act. The use of new capital borrowed by farmers during the year is shown in the above chart. Although the use of new funds includes the whole range of farm financing requirements, a continuing trend in the use of loan funds was evident. Farmers used a smaller share of loan funds than in the preceding year to refinance debts and a greater proportion for the purchase of additional land. This trend was particularly marked in the four Western provinces. In the farming regions more adapted to in-

sidérable par rapport à la moyenne de \$28,430 de 1971-1972. Une partie de cette augmentation peut être attribuée aux modifications de la Loi qui autorisent maintenant un prêt maximal de \$100,000 à toute exploitation agricole. Avant cette modification sanctionnée le 7 juillet 1972, les prêts de plus de \$40,000 en Partie II et de plus de \$55,000 en Partie III étaient restreints aux exploitations agricoles groupant deux propriétaires ou plus principalement occupés aux opérations agricoles.

L'augmentation du montant moyen des prêts peut être attribuée en partie à l'agrandissement continu des exploitations agricoles en général et à un recours plus fréquent aux emprunts de capitaux par l'ensemble des agriculteurs. Bien que le montant moyen des prêts approuvés se soit accru considérablement, une analyse de la répartition des emprunts selon le montant démontre qu'en 1972-1973, 73.4 pour cent des emprunts approuvés s'élevaient à \$40,000 ou moins, et que 23.4 pour cent de ceux-ci s'élevaient à moins de \$20,000.

Utilisation des fonds prêtés

Dans l'exercice financier 1972-1973, \$48,618,088 ou 26.1 pour cent des sommes consenties ont servi à rembourser des prêts consentis antérieurement en vertu de la Loi sur le crédit agricole. Le tableau ci-haut illustre l'utilisation des nouveaux capitaux empruntés par les agriculteurs dans l'année.

tensive types of farming, there was greater use of loan funds for major improvements to real estate such as farm buildings, drainage, etc.

Age of Borrowers

Younger farmers continued to account for an increasing proportion of the Corporation's borrowers. During the 1972-73 fiscal year, over 12 per cent of the borrowers were under 25 years of age compared to about 9 per cent in the preceding year, and over 41 per cent of the borrowers were under 35 years of age compared to 36 per cent in 1971-72. Only 5.4 per cent of the 1972-73 borrowers were over 54 years of age compared to 8.2 per cent in the preceding year.

Comparison of the age distribution of the operators of Census farms in Canada with the age distribution of borrowers under the Farm Credit Act is shown in the following chart.

Bien que les nouveaux fonds aient servi à combler des besoins de financement agricole très variés, il est facile de déceler une tendance continue dans l'utilisation des emprunts. Les agriculteurs ont affecté une plus petite proportion de leur prêt que l'an passé au refinancement de dettes, et une plus forte proportion à l'achat de terres additionnelles. Cette tendance s'est manifestée particulièrement dans les quatre provinces de l'Ouest. Dans les régions agricoles mieux adaptées à l'agriculture intensive, les fonds prêtés ont servi davantage à effectuer des améliorations importantes aux biens immobiliers tels les bâtiments agricoles, le drainage, etc.

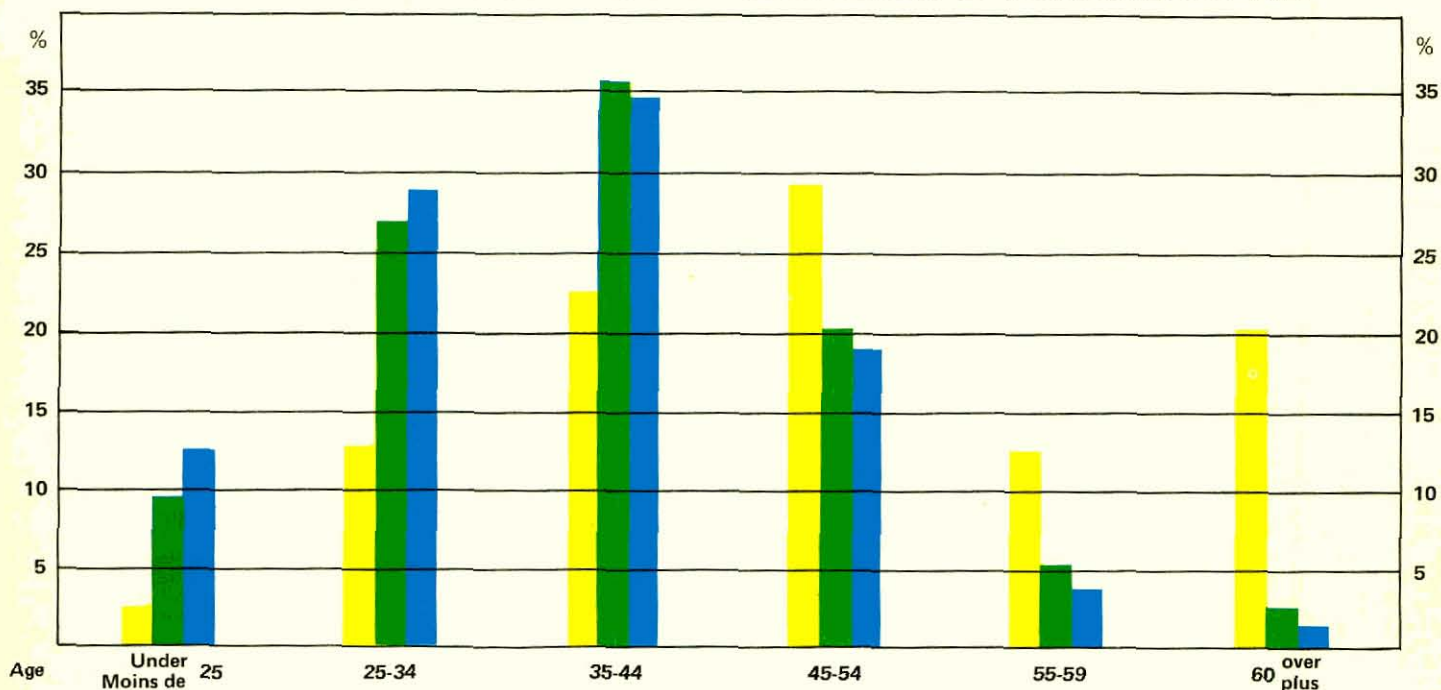
Âge des emprunteurs

La proportion des jeunes agriculteurs continue de s'accroître parmi les emprunteurs de la Société. Dans l'exercice financier 1972-1973, plus de 12 pour cent des emprunteurs avaient moins de 25 ans comparativement à environ 9 pour cent l'année précédente, et plus de 41 pour cent des emprunteurs avaient moins de 35 ans comparativement à 36 pour cent en 1971-1972. Seulement 5.4 pour cent des emprunteurs en 1972-1973 avaient plus de 54 ans comparativement à 8.2 pour cent l'année précédente.

Le tableau suivant compare la répartition des exploitants de fermes de recensement selon l'âge avec les catégories d'âge des emprunteurs sous le régime de la Loi sur le crédit agricole.

■ CENSUS FARMS 1971 FERMES DE RECENSEMENT
■ F.C.A. BORROWERS 71-72 EMPRUNTEURS L.C.A.
■ F.C.A. BORROWERS 72-73 EMPRUNTEURS L.C.A.

AGE DISTRIBUTION - CENSUS FARMS AND F.C.A. BORROWERS
RÉPARTITION SELON L'ÂGE - FERMES DE RECENSEMENT ET EMPRUNTEURS L.C.A.



Life Insurance

Part III of the Farm Credit Act requires that borrowers take life insurance under the Corporation's Group Life Insurance Plan in an amount by which their supervised loan exceeds 75 per cent of the appraised value of the real estate mortgaged as security. Optional life insurance also is available under this Plan for all or part of the balance of the amount of loan made to such borrowers as well as to borrowers who obtain standard mortgage loans under Part II of the Act. During 1972-73, about 55 per cent of all borrowers took life insurance under the Group Plan.

Service to Borrowers

The Corporation gave pre-loan advisory services to all applicants and continued to give post-loan advisory services to those who obtained supervised loans under Part III of the Act, as well as to Part II borrowers who requested these services. Post-loan supervision provides advisory services to low-equity borrowers during the early years of their establishment until the amount owing is reduced to the 75 per cent level applicable to Part II borrowers.

Post-loan advisory services are now provided to 3,887 borrowers of which 2,551 use the CANFARM system of maintaining farm records. The CANFARM system has developed to the point where the farm business data which has been accumulated can be analyzed and this actual experience of large numbers of farmers can be used as guides in the establishment of new borrowers. The Corporation is undertaking a comprehensive analysis of this data so that productive values of land and repayment capacities of farms can be estimated as precisely as possible.

Repayments by Borrowers

During the year, the cash inflow received by farmers increased to a significant degree and, as a consequence, substantial payments of principal were made to the Corporation in reduction of mortgage loans.

Principal payable during the year amounted to \$40.3 million, of which \$33 million or 81.9 per cent was paid. In addition, \$22.3 million was paid on principal not yet due. Interest due and payable amounted to \$80.4 million, of which 91.6 per cent was paid. The percentage of loans in good standing at the end of the year was increased to 88.7 from 84.6 at the same date the previous year.

Real Property and Losses on Loans

On April 1, 1972, the Corporation held title to 27 farm properties at an inventory value of \$495,047. During the year, 32 properties were acquired and 35 were sold. At the end of the year 24 properties were held for sale at a book value of \$571,181.

Assurance-vie

Les emprunteurs sous le régime de la Partie III de la Loi sur le crédit agricole sont tenus de souscrire au régime collectif d'assurance-vie de la Société. L'assurance obligatoire correspond au montant par lequel leur prêt surveillé excède 75 pour cent de la valeur estimative des biens immobiliers donnés en garantie. En outre, ce régime leur offre l'option d'assurer la totalité ou une partie du montant du prêt qui n'est pas couvert par l'assurance obligatoire. Cette assurance facultative est également offerte aux emprunteurs réguliers sous le régime de la Partie II de la Loi. Environ 55 pour cent de tous les emprunteurs ont souscrit une assurance-vie aux termes de ce régime collectif en 1972-1973.

Services fournis aux emprunteurs

La Société a continué de fournir des services consultatifs préliminaires au prêt à tous ses requérants, ainsi qu'un service consultatif postérieur au prêt à ceux qui obtiennent des prêts surveillés en Partie III de la Loi et aux détenteurs de prêts hypothécaires réguliers en Partie II qui en font la demande. La surveillance postérieure au prêt assure des services consultatifs aux emprunteurs qui ont un faible avoir net durant les premières années de leur établissement. La surveillance se continue tant qu'ils n'ont pas réduit leur compte au niveau de 75 pour cent applicable aux emprunteurs en Partie II.

La Société fournit présentement des services consultatifs postérieurs au prêt à 3,887 emprunteurs dont 2,551 participent au programme CANFARM de comptabilité agricole. Le système CANFARM a progressé au point où les données accumulées concernant les exploitations agricoles et l'expérience recueillie auprès d'un grand nombre d'agriculteurs peuvent être analysées et servir de guide dans l'établissement de nouveaux emprunteurs. La Société est à effectuer une analyse globale de ces données afin de déterminer avec le plus de précision possible la valeur productive et la capacité de remboursement des fermes.

Remboursement par les emprunteurs

Durant l'année, la rentrée des remboursements par les agriculteurs s'est accrue sensiblement de sorte que les paiements versés à la Société en réduction du principal des prêts hypothécaires ont été considérables.

Le capital échu au cours de l'année s'élevait à \$40.3 millions et, de ce montant, \$33 millions ou 81.9 pour cent ont été remboursés. De plus, \$22.3 millions ont été remboursés par anticipation sur le capital non échu. L'intérêt échu s'élevait à \$80.4 millions et, de ce montant, 91.6 pour cent ont été remboursés. Le pourcentage des prêts à jour à la fin de l'exercice est passé de 84.6 à 88.7 comparativement à la même date l'an passé.

Net losses on loans, including the write-down in the inventory value of properties on hand, amounted to \$177,701 compared to \$192,641 in 1971-72.

At the end of the year, 167 agreements for sale were outstanding at a total value of \$1,701,695.

OPERATIONS UNDER THE FARM SYNDICATES CREDIT ACT

During the fiscal year 1972-73, there was just over \$1.9 million approved under the Farm Syndicates Credit Act, an increase of slightly over 2 per cent from the preceding year. The number of loans approved was 114, down slightly from the 134 approved in 1971-72. Since inception of this Act, 1,153 loans have been made to 794 syndicates serving a total membership of 3,093 farmers. The total amount approved under this Act to March 31, 1973, was \$13,118,657. As of that date, 84.7 per cent of the loans were paid up to date and only 115 accounts were in arrears for a total amount of about \$327,000, a substantial improvement from a year earlier.



Biens immobiliers et pertes sur les prêts

Au 1er avril 1972, la Société détenait les titres de 27 propriétés agricoles dont la valeur d'inventaire se chiffrait à \$495,047. Pendant l'année, elle est devenue propriétaire de 32 propriétés et en a vendues 35. A la fin de l'exercice, elle détenait encore, pour fins de vente, 24 propriétés dont la valeur d'inventaire se chiffrait à \$571,181.

Les pertes nettes sur les prêts, y compris la réduction dans la valeur d'inventaire des propriétés détenues, se sont chiffrées à \$177,701 comparativement à \$192,641 en 1971-1972.

A la fin de l'exercice, 167 contrats de vente étaient en cours et représentaient une valeur totale de \$1,701,695.

ACTIVITÉS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES

Durant l'exercice financier 1972-1973, la Société a approuvé un peu plus de \$1.9 million en prêts sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles, soit une augmentation d'à peine plus de 2 pour cent par rapport à l'année précédente. Le nombre de prêts approuvés s'élevait à 114, ce qui représente une légère baisse comparativement à 1971-1972 alors qu'elle en avait approuvé 134. Depuis l'inauguration de la Loi, la Société a consenti 1,153 prêts répartis entre 794 syndicats groupant un total de 3,093 agriculteurs. Le montant total approuvé sous le régime de cette Loi au 31 mars 1973 s'élevait à \$13,118,657. A la même date, 84.7 pour cent des prêts étaient à jour et seulement 115 comptes étaient en arriéré pour un montant total d'environ \$327,000, ce qui représente une amélioration considérable par rapport à l'an passé.



OPERATIONS UNDER THE SMALL FARM DEVELOPMENT PROGRAM

During the year arrangements were made with Agriculture Canada to administer on a cost recovery basis the Land Transfer Plan of that Department's Small Farm Development Program. The main purposes of the Program are to facilitate land transfers toward the development of economically viable family farms and to assist owner-operators of small farms to realize on their equity in their farm holdings and adjust to other pursuits.

Since inception of the Program, the Corporation approved \$770,337 in vendor assistance grants for 257 farmers who were retiring or making the adjustment to other pursuits. In addition, Special Credit Assistance amounting to \$1,005,300 was approved for 61 farmers to expand their farm holdings with land that became available under the Program. The work in connection with the Plan involved some 2,030 interviews and some 321 farms were listed for sale with the Corporation.

The volume of work is more significant when it is realized that the Program started operations in Alberta and Ontario on September 21, 1972; in New Brunswick on October 20; British Columbia, November 21; Prince Edward Island, December 20, and Nova Scotia, January 3, 1973. Negotiations for Canada-Provincial agreements are underway with the other four Provinces and it is expected that there will be a much larger number of transactions in the coming fiscal year.

ADMINISTRATION

Responsibility for lending decisions and operations are decentralized to 7 Branch Offices, 1 for the Atlantic Region and 1 in each of the other Provinces.

The Corporation's field officers, comprised of 31 District Supervisors and 198 Credit Advisors, worked out of 116 field offices, an increase of 1 office during the year. The total staff at year's end was 598, an increase of 30 during the year.

The total cost of administration in 1972-73 was \$8,613,609 or 0.68 per cent of the mean investment compared to \$7,867,144 or 0.67 per cent of the mean investment in the previous fiscal year.

FINANCING

Farm Credit Act

To finance its lending program during 1972-73, the Corporation borrowed \$111 million from the Minister of Finance at an interest rate of 6 per cent and repaid \$69.8 million of principal due on previous borrowings, bringing the total principal outstanding on borrowings from the Minister of Finance to \$1,195 million as at March 31, 1973.

ACTIVITÉS EN VERTU DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES PETITES FERMES

Au cours de l'année, des dispositions ont été prises avec Agriculture-Canada afin que la Société administre, sur une base de récupération de coûts, le Programme de transfert des terres qui fait partie du Programme de développement des petites fermes de ce ministère. Les buts principaux du programme sont de faciliter le transfert des terres afin de favoriser l'établissement de fermes familiales rentables, et d'aider les propriétaires-exploitants de petites fermes à retirer leurs capitaux de leur propriété agricole et à se réorienter dans d'autres domaines.

La Société a approuvé la somme de \$770,337 sous forme d'octroi au vendeur depuis l'inauguration du programme. Cette somme a été répartie entre 257 agriculteurs qui désiraient prendre leur retraite ou se réorienter dans d'autres domaines. De plus, elle a approuvé \$1,005,300 sous forme de crédit spécial à l'achat. Ce montant a été réparti entre 61 agriculteurs et visait à les aider à agrandir leur propriété agricole en achetant les terres qui étaient disponibles dans le cadre du programme. Ce programme a nécessité quelque 2,030 entrevues qui ont donné lieu à quelque 321 inscriptions de fermes à vendre auprès de la Société.

Le volume de travail est plus important que ne l'indiquent ces chiffres car le programme n'a débuté en Alberta et en Ontario que le 21 septembre 1972; au Nouveau-Brunswick le 20 octobre; en Colombie-Britannique le 21 novembre; dans l'Île-du-Prince-Édouard le 20 décembre et en Nouvelle-Écosse le 3 janvier 1973. Des ententes sont en voie de négociation entre le gouvernement fédéral et le gouvernement des quatre autres provinces et on prévoit un nombre beaucoup plus élevé de transactions lors du nouvel exercice financier.

ADMINISTRATION

La responsabilité pour les décisions de prêt et les opérations de la Société est décentralisée, étant répartie entre sept bureaux de succursale, soit un pour la région de l'Atlantique et un dans chacune des autres provinces.

Le personnel d'agents de campagne de la Société se composait de 31 surveillants de district et de 198 conseillers en crédit. Ce nombre était réparti dans 116 bureaux de campagne, soit une augmentation d'un bureau durant l'exercice. L'effectif global se chiffrait à 598 à la fin de l'exercice, soit une hausse de 30 au cours de l'année.

Le coût total de l'administration s'est chiffré à \$8,613,609 en 1972-1973, soit 0.68 pour cent du total moyen des prêts aux livres comparativement à \$7,867,144 ou 0.67 pour cent du total moyen

The average interest rate on the Corporation's outstanding borrowings at March 31, 1973, rose slightly to 6.249 per cent as compared to 6.206 per cent at the same date a year earlier.

Paid Capital under Section 12 of the Farm Credit Act was increased during the year by \$1.65 million to \$47,850,000.

Operating Loss

The operating loss of the Corporation, which is totally unrelated to the capital losses on mortgage loans, amounted to \$8,434,911, which amount was recovered through a Parliamentary Appropriation.

The operating loss is the direct result of a situation which existed for a period prior to November 1968 when the statutory interest rate of 5 per cent charged on loans to farmers was not sufficient to cover the higher interest rates paid on loans made to the Corporation by the Minister of Finance and also cover the normal administrative expenses of the Corporation.

Reserve for Losses

The Corporation's Reserve for Losses stood at \$917,227 at March 31, 1973, having been reduced during the year by \$177,701 due to capital losses on mortgage loans and real property transactions. At the close of the year, the Reserve was equivalent to 0.07 per cent of the outstanding investment in farm mortgages.

Farm Syndicates Credit Act

During the year, loan payments by Syndicates on existing loans were sufficient to meet the demand for current loans, as well as to reduce the total indebtedness to the Minister of Finance from \$6,668,009 at the beginning of the year to \$6,525,108 at March 31, 1973.

After adding net earnings of \$19,823 and deducting net losses on loans of \$11,742, there was a balance of \$33,265 in the Retained Earnings Account at the end of the year.



des prêts aux livres au cours de l'exercice financier précédent.

FINANCEMENT

Loi sur le crédit agricole

La Société a emprunté \$111 millions du ministre des Finances au taux d'intérêt de 6 pour cent afin de financer son programme de crédit pendant 1972-1973. Elle a remboursé \$69.8 millions sur le principal des emprunts antérieurs, ce qui porte le total du principal à rembourser au ministre des Finances sur ses emprunts à \$1,195 millions au 31 mars 1973.

Le taux d'intérêt sur les emprunts de la Société a légèrement augmenté pour atteindre 6.249 pour cent au 31 mars 1973 comparativement à 6.026 pour cent à la même date l'année précédente.

Le capital versé aux termes de l'article 12 de la Loi sur le crédit agricole a été augmenté de \$1.65 million durant l'année pour atteindre \$47,850,000.

Perte d'exploitation

La perte d'exploitation de la Société, qui est totalement distincte des pertes de capital sur les prêts hypothécaires, s'est élevée à \$8,434,911. Cette perte a été récupérée par un crédit parlementaire.

La perte d'exploitation est le résultat direct d'une situation qui existait pendant une période antérieure à novembre 1968 alors que le taux d'intérêt statutaire de 5 pour cent exigé sur les prêts consentis aux agriculteurs n'était pas suffisant pour couvrir les taux d'intérêt plus élevés payés par la Société sur ses emprunts du ministre des Finances ainsi que ses dépenses d'administration courantes.

Réserve pour pertes

La réserve de la Société contre les pertes s'établissait à \$917,227 au 31 mars 1973 après une réduction de \$177,701 pendant l'année par suite des pertes de capital sur les prêts hypothécaires et lors de transactions immobilières. A la fin de l'exercice, la réserve équivalait à 0.07 pour cent de la partie non remboursée des prêts hypothécaires agricoles.

Loi sur le crédit aux syndicats agricoles

Pendant l'exercice, les paiements effectués par les syndicats sur les prêts en cours ont suffi pour répondre à la demande de prêts courante et réduire l'endettement total auprès du ministre des Finances de \$6,668,009 au début de l'année à \$6,525,108 au 31 mars 1973.

Après l'addition des gains nets de \$19,823 et la déduction des pertes nettes de \$11,742 sur les prêts, le solde au compte des gains retenus s'établissait à \$33,265 à la fin de l'exercice.



REPORT OF THE AUDITOR GENERAL TO THE MINISTER OF AGRICULTURE

Ottawa, June 8, 1973.

The Honourable Eugene F. Whelan, P.C., M.P.,
Minister of Agriculture,
Ottawa.

Sir,

I have examined the accounts and financial statements of the Farm Credit Corporation for the year ended March 31, 1973. My examination included a general review of the accounting procedures and such tests of accounting records and other supporting evidence as I considered necessary in the circumstances.

Section 15 of the Farm Credit Act requires the Corporation to establish a Reserve out of which may be paid "any losses sustained by the Corporation in the conduct of its business". The section further provides that the Corporation shall credit its net earnings each year to this Reserve until the amount of the Reserve equals the capital of the Corporation. At March 31, 1973, the capital of the Corporation amounted to \$47,850,000 while the Reserve amounted to \$917,227.

It has been pointed out previously that the statutory lending rate of 5% on loans to farmers has not provided sufficient income to cover the interest paid on borrowings from Canada and administrative expenses. Although the statutory rate was abolished with effect from November 15, 1968, annual losses will continue to be incurred with respect to outstanding loans totalling \$616 million at March 31, 1973 which still bear interest at the statutory rate of 5%. Since 1963 these losses have been recovered from annual parliamentary appropriations provided for the purpose in order to prevent further depletion of the Reserve for losses. However, this policy does not provide for the building up of the Reserve to an amount equivalent to the capital of the Corporation as is contemplated by the Farm Credit Act.

In compliance with the requirements of section 77 of the Financial Administration Act I now report that, in my opinion, subject to the foregoing:

- (a) proper books of account have been kept by the Corporation;
- (b) the financial statements of the Corporation
 - (i) were prepared on a basis consistent with that of the preceding year and are in agreement with the books of account,
 - (ii) in the case of the balance sheet, give a true and fair view of the state of the Corporation's affairs as at the end of the financial year, and
 - (iii) in the case of the statement of income and expense, give a true and fair view of the income and expense of the Corporation for the financial year; and
- (c) the transactions of the Corporation that have come under my notice have been within the powers of the Corporation under the Financial Administration Act and any other Act applicable to the Corporation.

Yours faithfully,

George Long

Acting Auditor General of Canada.

RAPPORT DE L'AUDITEUR GÉNÉRAL AU MINISTRE DE L'AGRICULTURE

Ottawa, le 8 juin 1973.

L'honorable Eugene F. Whelan, C.P., député,
Ministre de l'Agriculture,
Ottawa.

Monsieur le ministre,

J'ai examiné les comptes et les états financiers de la Société du crédit agricole pour l'année terminée le 31 mars 1973. Mon examen comportait une révision générale des méthodes comptables et tous les tests que je considérais nécessaires dans les circonstances relativement aux livres de compatibilité et aux autres pièces justificatives.

L'article 15 de la Loi sur le crédit agricole exige que la Société établisse une réserve sur laquelle on peut acquitter "toute perte subie par la Société dans la conduite de ses affaires". L'article stipule en plus que la Société doit, à la fin de chaque année, porter à cette réserve ses bénéfices nets jusqu'à ce que le montant de la réserve égale le montant du capital de la Société. Au 31 mars 1973, le capital de la Société s'élevait à \$47,850,000 tandis que la réserve s'élevait à \$917,227.

Comme il a été signalé précédemment, le taux statutaire de 5 p. 100 applicable aux prêts consentis aux cultivateurs n'a pas fourni suffisamment de recettes pour couvrir les intérêts versés sur les sommes empruntées du Canada et les dépenses administratives. Même si le taux statutaire a été aboli à compter du 15 novembre 1968, la Société continuera d'accuser des pertes annuelles sur les prêts aux livres portant intérêt au taux statutaire de 5 p. 100 et se chiffrant à \$616 millions au 31 mars 1973. Depuis 1963, les pertes annuelles sont récupérées par des crédits budgétaires annuels du Parlement accordés aux fins d'empêcher une diminution plus grande de la réserve pour pertes. Cependant, cette ligne de conduite ne pourvoit pas à la constitution d'une réserve jusqu'à un montant équivalent au capital de la Société, tel que prévu par la Loi sur le crédit agricole.

Conformément à l'article 77 de la Loi sur l'administration financière, je déclare qu'à mon avis, compte tenu de ce qui précède:

- (a) la Société a tenu une comptabilité régulière;
- (b) les états financiers de la Société
 - (i) ont été établis d'une manière conforme à celle de l'année précédente et sont conformes aux livres de la comptabilité,
 - (ii) en ce qui concerne le bilan, il représente de façon exacte et juste la situation de la Société à la fin de l'année financière, et
 - (iii) pour ce qui est de l'état des recettes et des dépenses, il présente de façon exacte et juste les recettes et les dépenses de la Société pour l'année financière, et
- (c) les opérations de la Société qui ont été portées à ma connaissance entrent dans les attributions de la Société en vertu de la Loi sur l'administration financière et de toute autre Loi applicable à la Société.

Votre fidèle serviteur,

l'auditeur général intérimaire du Canada

George Long

FARM CREDIT CORPORATION

(Established by the Farm Credit Act)
BALANCE SHEET AS AT MARCH 31, 1973
(with comparative figures as at March 31, 1972)

SOCIÉTÉ DU CRÉDIT AGRICOLE

(Créée en vertu de la Loi sur le crédit agricole)
BILAN AU 31 MARS 1973
(avec chiffres comparatifs au 31 mars 1972)

ASSETS	ACTIF	1973	1972
Cash	Encaisses	\$ 2,829,844	\$ 2,335,879
Accounts receivable	Comptes à recevoir	35,863	31,062
Loans to farmers, secured by first mortgages	Prêts aux cultivateurs, en première hypothèque	1,276,908,466	1,233,597,673
Loans to farm syndicates	Prêts aux syndicats agricoles	6,688,801	6,803,721
Agreements for sale in respect of: Farm Credit Act Small Farm Development Program	Contrats de vente: Loi sur le crédit agricole \$1,701,695 Programme de développement des petites fermes 494,416	2,196,111	989,536 —
Real estate held for sale	Bien-fonds détenus pour fins de vente	571,181	495,047
Fixed assets, at cost	Actif immobilisé, au prix coûtant 646,986		586,545
Less: Accumulated depreciation	A soustraire: Amortissement 456,241	190,745	422,628 163,917
		<u>\$1,289,421,011</u>	<u>\$1,244,416,835</u>

Certified correct:
Certifié exact:

le contrôleur
P.A. Lanoix

Comptroller

Approved:
Approuvé:

le président
G. Owen

Chairman

LIABILITIES	PASSIF	1973	1972
Accounts payable	Comptes à payer	\$ 406,626	\$ 281,638
Due to Canada in respect of operations for the year	A payer au Canada à l'égard des opérations de l'année financière	42,410	57,211
Interest accrued on Canada loans	Intérêts courus sur les emprunts consentis par le Canada	27,481,192	28,250,244
Instalment prepayments, fire insurance recoveries, unearned appraisal fees and other deposits	Versements anticipés, recouvrements d'assurance, honoraires d'évaluations en dépôt, autres dépôts	10,160,293	7,517,425
Canada loans in respect of:	Prêts consentis par le Canada:		
Farm Credit Act	Loi sur le crédit agricole . . . \$1,195,504,890		1,154,322,196
Farm Syndicates Credit Act	Loi sur le crédit aux syndicats agricoles . . . 6,525,108		6,668,009
Small Farm Development Program	Programme de développement des petites fermes . . . 500,000		—
		1,202,529,998	1,160,990,205
Capital:	Capital:		
Capital paid in by Canada under the Farm Credit Act	Versé par le Canada en vertu de la Loi sur le crédit agricole	47,850,000	46,200,000
Reserve for losses - Farm Credit Act:	Réserves pour pertes - Loi sur le crédit agricole:		
Balance at beginning of year	Solde au début de l'année . . . 1,094,928		1,287,569
Deduct: Net loss on loans to farmers	A soustraire: Perte nette sur les prêts aux cultivateurs . . . 177,701		192,641
Balance at end of year	Solde à la fin de l'année	917,227	1,094,928
Retained earnings from operations under the Farm Syndicates Credit Act:	Gains retenus des opérations effectuées sous le régime de la Loi sur le crédit aux syndicats agricoles:		
Balance at beginning of year	Solde au début de l'année . . . 25,184		12,393
Add: Net profit for the year	A ajouter: Profit net pour l'année . . . 8,081		12,791
Balance at end of year	Solde à la fin de l'année	33,265	25,184
		48,800,492	47,320,112
		<u>\$1,289,421,011</u>	<u>\$1,244,416,835</u>

I have examined the above Balance Sheet and the related Statement of Income and Expense and have reported thereon under date of June 8, 1973 to the Minister of Agriculture.

Le bilan actuel et les relevés des recettes et des dépenses ont été examinés et ont fait l'objet de mon rapport du 8 juin 1973 adressé au ministre de l'Agriculture.

L'auditeur général intérimaire du Canada

George Long

Acting Auditor General of Canada

STATEMENT OF INCOME AND EXPENSE FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1973

OPERATIONS UNDER THE FARM CREDIT ACT

Income

	1973	1972
Interest earned on mortgage loans to farmers	\$72,164,879	\$69,096,911
Deduct: Interest on loans from Canada	<u>72,960,169</u> (795,290)	<u>70,729,098</u> (1,632,187)
Appraisal, legal and supervision fees	504,483	391,528
Other	<u>469,505</u> 178,698	<u>280,014</u> (960,645)

Expense

Salaries	\$6,414,661	5,971,955
Employee benefits	518,861	462,007
Office accommodation	663,973	505,820
Travel	603,181	523,826
Rental and maintenance of office equipment	137,903	122,465
Printing, stationery and office supplies	95,543	71,672
Telephone	94,916	81,894
Postage and express	73,104	56,234
Depreciation	48,009	41,440
Other	<u>81,277</u> 8,731,428	<u>71,461</u> 7,908,774

Less: Portion allocated to operations under the:

Farm Syndicates Credit Act	\$45,578	41,630
Small Farm Development Program	<u>72,241</u> 117,819	<u>—</u> 7,867,144
	<u>8,613,609</u>	<u>7,867,144</u>

Net Operating loss provided for by Agriculture Vote 45 \$ 8,434,911 \$ 8,827,789

Note: The Corporation has 5 members, 2 of whom received \$59,750 in salaries as officers. The members receive no remuneration as members.

RELEVÉ DES RECETTES ET DES DÉPENSES, ANNÉE CLOSE LE 31 MARS 1973

OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE

1973

1972

Recettes

Intérêts acquis sur les prêts aux cultivateurs	\$72,164,879	\$69,096,911
À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada	<u>72,960,169</u> (795,290)	<u>70,729,098</u> (1,632,187)
Honoraires d'évaluation, de vacations et de surveillance	504,483	391,528
Autres	<u>469,505</u> 178,698	<u>280,014</u> (960,645)

Dépenses

Traitements	\$6,414,661	5,971,955
Bénéfices aux employés	518,861	462,007
Loyers et entretien de bureaux	663,973	505,820
Frais de voyage	603,181	523,826
Location et entretien des fournitures de bureau	137,903	122,465
Impressions, papeterie et matériel de bureau	95,543	71,672
Téléphone	94,916	81,894
Affranchissement et messageries	73,104	56,234
Dépréciation	48,009	41,440
Autres	<u>81,277</u> 8,731,428	<u>71,461</u> 7,908,774

À soustraire: Part affectée aux opérations:

Loi sur le crédit aux syndicats agricoles	\$45,578	41,630
Programme de développe- ment des petites fermes	<u>72,241</u> <u>117,819</u>	<u>—</u>

Perte nette d'exploitation comblée par le crédit 45 de l'Agriculture	<u>8,613,609</u> <u>\$ 8,434,911</u>	<u>7,867,144</u> <u>\$ 8,827,789</u>
--	---	---

Nota: La Société compte 5 membres dont 2 reçoivent \$59,750 en rémunération à titre de fonctionnaires.
Les membres ne reçoivent aucune rémunération à titre de membres.

STATEMENT OF INCOME AND EXPENSE FOR THE YEAR ENDED MARCH 31, 1973

OPERATIONS UNDER THE FARM SYNDICATES CREDIT ACT

Income

	1973	1972
Interest earned	\$467,865	\$476,389
Deduct: Interest on loans from Canada	<u>425,997</u>	<u>443,446</u>
	41,868	32,943
Other	<u>23,533</u>	<u>21,478</u>
	65,401	54,421
Portion of Corporation expense allocated to operations under this Act	<u>45,578</u>	<u>41,630</u>
Net operating profit	19,823	12,791
Deduct: Net loss on loans	<u>11,742</u>	<u>—</u>
Net profit transferred to retained earnings	<u>\$ 8,081</u>	<u>\$ 12,791</u>

OPERATIONS UNDER THE SMALL FARM DEVELOPMENT PROGRAM

Income

Interest earned on agreements for sale	\$ 4,414
Deduct: Interest on loans from Canada	<u>3,030</u>
	1,384
Appraisal fees	<u>740</u>
	2,124

Expense

Portion of Corporation expense allocated to operations under this Program	\$ 72,241
Other	<u>48,562</u>
	120,803
Deduct: Amount recovered from Department of Agriculture Vote 1	<u>120,172</u>
	631
Excess of Income over Expense due to Canada	<u>\$ 1,493</u>

RELEVÉ DES RECETTES ET DES DÉPENSES, ANNÉE CLOSE LE 31 MARS 1973

OPÉRATIONS SOUS LE RÉGIME DE LA LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES

	1973	1972
Recettes		
Intérêts acquis	\$467,865	\$476,389
À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada	<u>425,997</u>	<u>443,446</u>
	41,868	32,943
Autres	<u>23,533</u>	<u>21,478</u>
	65,401	54,421
Part des dépenses de la Société affectée aux opérations sous le régime de cette Loi	<u>45,578</u>	<u>41,630</u>
Profit net d'exploitation	19,823	12,791
À soustraire: Perte nette sur les prêts	<u>11,742</u>	<u>—</u>
Profit net porté au compte des gains retenus	<u>\$ 8,081</u>	<u>\$ 12,791</u>

OPÉRATIONS EN VERTU DU PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES PETITES FERMES

Recettes	
Intérêts acquis sur les contrats de vente	\$ 4,414
À soustraire: Intérêts sur les prêts consentis par le Canada	<u>3,030</u>
	1,384
Honoraires d'évaluation	<u>740</u>
	2,124
Dépenses	
Part des dépenses de la Société affectée aux opérations en vertu de ce Programme	\$ 72,241
Autres	<u>48,562</u>
	120,803
À soustraire: Montant récupéré du crédit 1 du ministère de l'Agriculture	<u>120,172</u>
	631
Excédent des revenus par rapport aux dépenses à payer au Canada . . .	<u>\$ 1,493</u>

OUTSTANDING LOANS FROM THE MINISTER OF FINANCE AS AT MARCH 31, 1973

PRÊTS À REMBOURSER AU MINISTRE DES FINANCES AU 31 MARS 1973

Year Drawn Emprunté en	Amount Outstanding Montant impayé \$	Interest Rate Taux d'intérêt %	Year Drawn Emprunté en	Amount Outstanding Montant impayé \$	Interest Rate Taux d'intérêt %
FARM CREDIT ACT					
LOI SUR LE CRÉDIT AGRICOLE					
1956-1957	2,307,945	3.5	1965-1966	62,901,184	5.25
	2,595,972	4		33,686,878	5.375
1957-1958	3,950,781	4.125		29,529,161	5.625
	3,658,245	4.375	1966-1967	28,206,834	5.75
1958-1959	6,007,570	4		76,897,577	5.875
	438,947	4.25		46,232,857	6
	6,948,915	4.5	1967-1968	32,577,923	5.3125
1959-1960	8,997,711	5		44,609,983	6.125
	10,840,954	5.75		43,785,062	6.375
1960-1961	5,294,857	5.75		27,880,434	6.875
	17,558,322	5	1968-1969	5,430,376	6.6875
1962-1963	3,144,353	4.5		149,433,224	6.75
	1,446,141	5.5	1969-1970	75,113,443	7
	2,748,050	4.75		57,239,964	7.75
1963-1964	4,954,322	4.375	1970-1971	64,736,151	7.75
	4,901,025	4.75		40,250,946	7.5
1964-1965	58,645,873	5.375	1971-1972	62,233,073	6.75
	26,239,523	5.25		33,080,314	6.5
			1972-1973	111,000,000	6
			TOTAL	\$1,195,504,890	

FARM SYNDICATES CREDIT ACT LOI SUR LE CRÉDIT AUX SYNDICATS AGRICOLES

1967-1968	30,000	5	1970-1971	777,000	7.5
	30,000	5.875		910,000	7
	35,000	6.1875	1971-1972	822,608	6
1968-1969	60,000	7.375		810,000	5.75
	196,651	6.875	1972-1973	1,542,000	5.25
	199,349	6.5			
1969-1970	483,000	6.75	TOTAL	\$6,525,108	
	629,500	7.5			

SMALL FARM DEVELOPMENT PROGRAM PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DES PETITES FERMES

1972-1973	500,000	6
-----------	---------	---

LOANS DISBURSED AND OUTSTANDING BY FISCAL YEARS TO MARCH 31, 1973
PRÊTS DÉBOURSÉS ET À RECOUVRER PAR ANNÉE FINANCIÈRE AU 31 MARS 1973

Fiscal Year Année Financière	Loans Disbursed Prêts déboursés		Cumulative Total of Loans Disbursed Total cumulatif des prêts déboursés		Principal of Loans Outstanding End of Year Principal à recouvrer à la fin de l'année	
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
		\$		\$		\$
1929-1930	1,270	2,630,377	1,270	2,630,377	1,270	2,613,671
1930-1931	2,102	3,517,489	3,372	6,147,866	3,109	6,033,805
1931-1932	468	1,996,344	3,840	8,144,210	3,492	7,878,741
1932-1933	655	1,276,114	4,495	9,420,324	4,394	8,927,985
1933-1934	307	558,630	4,802	9,978,954	4,652	9,125,513
1934-1935	352	547,207	5,154	10,526,161	4,866	9,332,329
1935-1936	3,593	7,423,779	8,747	17,949,940	8,322	16,178,516
1936-1937	5,385	11,074,156	14,132	29,024,096	13,588	28,506,308
1937-1938	2,523	5,264,308	16,655	34,288,404	15,829	30,336,749
1938-1939	2,232	4,338,843	18,887	38,627,247	17,747	33,065,470
1939-1940	2,361	4,342,662	21,248	42,969,909	19,756	35,411,729
1940-1941	1,425	2,727,507	22,673	45,697,416	20,782	35,947,883
1941-1942	1,112	2,133,514	23,785	47,830,930	21,333	35,256,188
1942-1943	642	1,320,256	24,427	49,151,186	21,020	33,120,484
1943-1944	590	1,336,103	25,017	50,487,289	19,447	28,716,696
1944-1945	695	1,661,410	25,712	52,148,699	16,929	24,199,388
1945-1946	877	2,121,207	26,589	54,269,906	15,721	22,513,863
1946-1947	1,286	3,273,811	27,875	57,543,717	15,032	22,119,005
1947-1948	1,218	3,185,240	29,093	60,728,957	14,790	22,327,258
1948-1949	1,751	4,595,036	30,844	65,323,993	15,006	23,890,389
1949-1950	1,841	4,942,930	32,685	70,266,923	15,566	25,821,426
1950-1951	1,800	4,693,079	34,485	74,960,002	16,184	27,802,774
1951-1952	1,508	4,469,091	35,993	79,429,093	16,497	29,238,810
1952-1953	1,514	5,118,559	37,507	84,547,652	16,667	31,005,250
1953-1954	1,908	7,000,540	39,415	91,548,192	17,267	34,591,645
1954-1955	2,137	8,207,003	41,552	99,755,195	18,111	39,455,931
1955-1956	2,087	8,254,323	43,639	108,009,518	18,931	44,075,268
1956-1957	2,826	13,183,992	46,465	121,193,510	20,372	52,730,198
1957-1958	3,500	19,343,560	49,965	140,537,070	22,494	67,112,206
1958-1959	4,659	28,368,265	54,624	168,905,335	25,471	89,301,022
1959-1960	5,169	35,840,882	59,793	204,746,217	28,453	117,233,247
1960-1961	5,162	52,305,266	64,955	257,051,483	31,054	158,447,392
1961-1962	6,027	68,886,875	70,982	325,938,358	34,175	212,138,307
1962-1963	6,453	78,428,094	77,435	404,366,452	37,462	270,277,265
1963-1964	7,802	96,315,635	85,237	500,682,087	41,868	341,169,139
1964-1965	9,845	139,750,639	95,082	640,432,726	47,404	443,560,275
1965-1966	11,049	201,687,642	106,131	842,120,368	52,932	586,356,486
1966-1967	11,632	234,447,269	117,763	1,076,567,637	58,258	748,532,844
1967-1968	11,559	251,228,049	129,322	1,327,795,686	63,482	915,837,195
1968-1969	9,117	205,341,841	138,439	1,533,137,527	67,108	1,036,149,124
1969-1970	5,743	158,017,992	144,182	1,691,155,519	68,496	1,111,520,366
1970-1971	4,100	116,548,269	148,282	1,807,703,788	69,050	1,154,104,445
1971-1972	3,828	109,669,366	152,110	1,917,373,154	68,930	1,182,534,159
1972-1973	4,703	155,955,910	156,813	2,073,329,064	68,255	1,227,483,263

LOANS APPROVED DURING THE PAST FIVE YEARS

F.C.A.	1968-1969		1969-1970		1970-1971	
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
		\$		\$		\$
British Columbia	359	9,773,900	248	8,251,800	188	7,004,000
Alberta	2,055	48,178,200	1,492	42,767,700	814	23,854,800
Saskatchewan	2,853	64,364,300	1,488	38,602,300	992	24,830,800
Manitoba	935	21,098,600	604	17,295,900	485	14,030,500
Ontario	1,488	35,159,200	1,116	32,612,800	961	27,578,100
Quebec	1,194	23,201,200	715	16,149,400	521	13,166,400
New Brunswick	94	2,216,500	73	1,761,400	51	1,351,000
Nova Scotia	56	1,293,900	20	703,000	29	990,200
Prince Edward Island	112	2,612,200	67	2,148,400	57	1,773,200
Newfoundland	13	432,500	6	173,300	19	634,300
CANADA	9,159	208,330,500	5,829	160,466,000	4,117	115,213,300

F.S.C.A.

British Columbia	9	63,174	2	12,800	1	26,500
Alberta	88	556,825	87	917,623	41	511,643
Saskatchewan	25	179,382	14	119,891	7	62,313
Manitoba	31	271,920	35	924,222	28	541,925
Ontario	27	298,747	21	306,591	14	168,019
Quebec	29	258,209	30	421,149	27	384,010
New Brunswick	—	—	2	12,000	1	7,500
Nova Scotia	1	17,200	4	23,097	1	4,800
Prince Edward Island	3	26,775	7	151,036	4	56,500
Newfoundland	—	—	—	—	—	—
CANADA	213	1,672,232	202	2,888,409	124	1,763,210



PRÊTS APPROUVÉS AU COURS DES CINQ DERNIÈRES ANNÉES

1971-1972		1972-1973		1968-1973		L.C.A.
Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	
	\$		\$		\$	
166	6,435,700	215	10,577,500	1,176	42,042,900	Colombie-Britannique
677	19,976,800	867	31,052,400	5,905	165,829,900	Alberta
1,162	30,223,300	1,694	56,239,100	8,189	214,259,800	Saskatchewan
389	11,236,400	439	13,889,300	2,852	77,550,700	Manitoba
1,009	29,145,140	1,273	47,933,400	5,847	172,428,640	Ontario
533	14,834,000	682	21,968,100	3,645	89,319,100	Québec
37	1,152,200	64	2,324,400	319	8,805,500	Nouveau-Brunswick
17	586,300	23	972,200	145	4,545,600	Nouvelle-Écosse
33	716,100	33	1,022,100	302	8,272,000	Île-du-Prince-Édouard
12	409,900	6	297,700	56	1,947,700	Terre-Neuve
4,035	114,715,840	5,296	186,276,200	28,436	785,001,840	CANADA
						L.C.S.A.
3	50,544	2	84,200	17	237,218	Colombie-Britannique
51	511,126	42	498,789	309	2,996,006	Alberta
6	55,771	6	64,800	58	482,157	Saskatchewan
14	239,341	14	276,151	122	2,253,559	Manitoba
29	648,489	27	616,521	118	2,038,367	Ontario
28	339,344	22	399,347	136	1,802,059	Québec
—	—	—	—	3	19,500	Nouveau-Brunswick
1	6,300	—	—	7	51,397	Nouvelle-Écosse
2	48,000	1	4,900	17	287,211	Île-du-Prince-Édouard
—	—	—	—	—	—	Terre-Neuve
134	1,898,915	114	1,944,708	787	10,167,474	CANADA



F.C.A. LOANS DISBURSED DURING 1972-73

	Part II – Partie II		Part III – Partie III	
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant
		\$		\$
British Columbia	160	7,036,738	24	1,499,880
Alberta	713	24,029,110	50	2,432,796
Saskatchewan	1,414	43,216,931	104	5,127,268
Manitoba	376	11,081,274	22	989,318
Ontario	975	31,466,979	146	6,869,787
Quebec	319	7,766,098	290	10,791,998
New Brunswick	50	1,528,943	3	177,575
Nova Scotia	14	476,892	5	295,087
Prince Edward Island	30	810,257	2	95,465
Newfoundland	4	162,285	2	101,229
CANADA	4,055	127,575,507	648	28,380,403

F.C.A. LOANS DISBURSED TO MARCH 31, 1973

	Under the Canadian Farm Loan Act (1929-Oct. 4/59) Sous le régime de la Loi du prêt agricole canadien (1929-4 oct. 1959)		Under the Farm Credit Act (Oct. 5/59-Mar. 31/73)		
			Part II – Partie II		Part III –
	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre
		\$		\$	
British Columbia	2,699	8,751,182	3,977	87,163,122	450
Alberta	9,954	28,146,771	22,574	422,771,436	735
Saskatchewan	13,366	48,327,821	28,468	489,747,279	850
Manitoba	6,342	19,884,810	8,107	151,461,020	446
Ontario	9,745	43,295,717	19,066	350,135,277	1,678
Quebec	9,173	22,454,666	7,711	116,763,599	2,907
New Brunswick	1,749	3,720,899	1,014	15,476,957	117
Nova Scotia	1,638	3,537,293	446	6,324,606	111
Prince Edward Island	2,094	5,041,427	1,227	15,537,649	86
Newfoundland	—	—	76	1,972,281	7
CANADA	56,760	183,160,586	92,666	1,657,353,226	7,387

PRÊTS L.C.A. DÉBOURSÉS DURANT 1972-73

	Total		
	Number Nombre	Amount Montant	
		\$	
	184	8,536,618	Colombie-Britannique
	763	26,461,906	Alberta
	1,518	48,344,199	Saskatchewan
	398	12,070,592	Manitoba
	1,121	38,336,766	Ontario
	609	18,558,096	Québec
	53	1,706,518	Nouveau-Brunswick
	19	771,979	Nouvelle-Écosse
	32	905,722	Île-du-Prince-Édouard
	6	263,514	Terre-Neuve
	4,703	155,955,910	CANADA

PRÊTS L.C.A. DÉBOURSÉS AU 31 MARS 1973

Sous le régime de la Loi sur le crédit agricole (5 oct. 1959-31 mars 1973)			TOTAL TO MARCH 31, 1973 TOTAL AU 31 MARS 1973		
Partie III	Total				
Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	Number Nombre	Amount Montant	
\$		\$		\$	
18,910,890	4,427	106,074,012	7,126	114,825,194	Colombie-Britannique
27,240,214	23,309	450,011,650	33,263	478,158,421	Alberta
30,453,347	29,318	520,200,626	42,684	568,528,447	Saskatchewan
15,833,577	8,553	167,294,597	14,895	187,179,407	Manitoba
53,548,114	20,744	403,683,391	30,489	446,979,108	Ontario
76,666,148	10,618	193,429,747	19,791	215,884,413	Québec
3,666,082	1,131	19,143,039	2,880	22,863,938	Nouveau-Brunswick
3,626,908	557	9,951,514	2,195	13,488,807	Nouvelle-Écosse
2,489,735	1,313	18,027,384	3,407	23,068,811	Île-du-Prince-Édouard
380,237	83	2,352,518	83	2,352,518	Terre-Neuve
232,815,252	100,053	1,890,168,478	156,813	2,073,329,064	CANADA

ACCOUNTS OUTSTANDING AS AT MARCH 31, 1973

F.C.A. LOANS	Number Nombre	Principal		Total \$
		Due Échu	Not Due Non échu	
		\$	\$	
British Columbia	2,735	366,472	63,238,681	63,605,153
Alberta	15,711	2,654,816	292,068,086	294,722,902
Saskatchewan	19,523	2,427,490	340,547,628	342,975,118
Manitoba	6,198	852,775	114,506,822	115,359,597
Ontario	14,271	630,496	255,451,265	256,081,761
Quebec	7,647	256,070	126,915,721	127,171,791
New Brunswick	809	26,160	11,142,791	11,168,951
Nova Scotia	316	21,718	4,571,464	4,593,182
Prince Edward Island	989	30,390	10,214,209	10,244,599
Newfoundland	56	14,078	1,546,131	1,560,209
CANADA	68,255	7,280,465	1,220,202,798	1,227,483,263

F.S.C.A. LOANS

British Columbia	14	11,256	80,513	91,769
Alberta	292	211,957	1,697,644	1,909,601
Saskatchewan	50	44,228	196,585	240,813
Manitoba	115	42,948	1,437,367	1,480,315
Ontario	121	24,508	1,189,522	1,214,030
Quebec	145	32,702	1,140,534	1,173,236
New Brunswick	3	23	12,211	12,234
Nova Scotia	8	1,531	30,437	31,968
Prince Edward Island	17	19,618	201,251	220,869
Newfoundland	—	—	—	—
CANADA	765	388,771	5,986,064	6,374,835

F.C.A. AGREEMENTS FOR SALE

British Columbia	8	—	149,177	149,177
Alberta	29	1,006	387,847	388,853
Saskatchewan	1	—	121	121
Manitoba	1	—	10,000	10,000
Ontario	53	1,057	495,112	496,169
Quebec	53	2,754	354,122	356,876
New Brunswick	13	1,598	81,677	83,275
Nova Scotia	1	57	30,304	30,361
Prince Edward Island	8	199	127,984	128,183
Newfoundland	—	—	—	—
CANADA	167	6,671	1,636,344	1,643,015

COMPTES ARRÊTÉS AU 31 MARS 1973

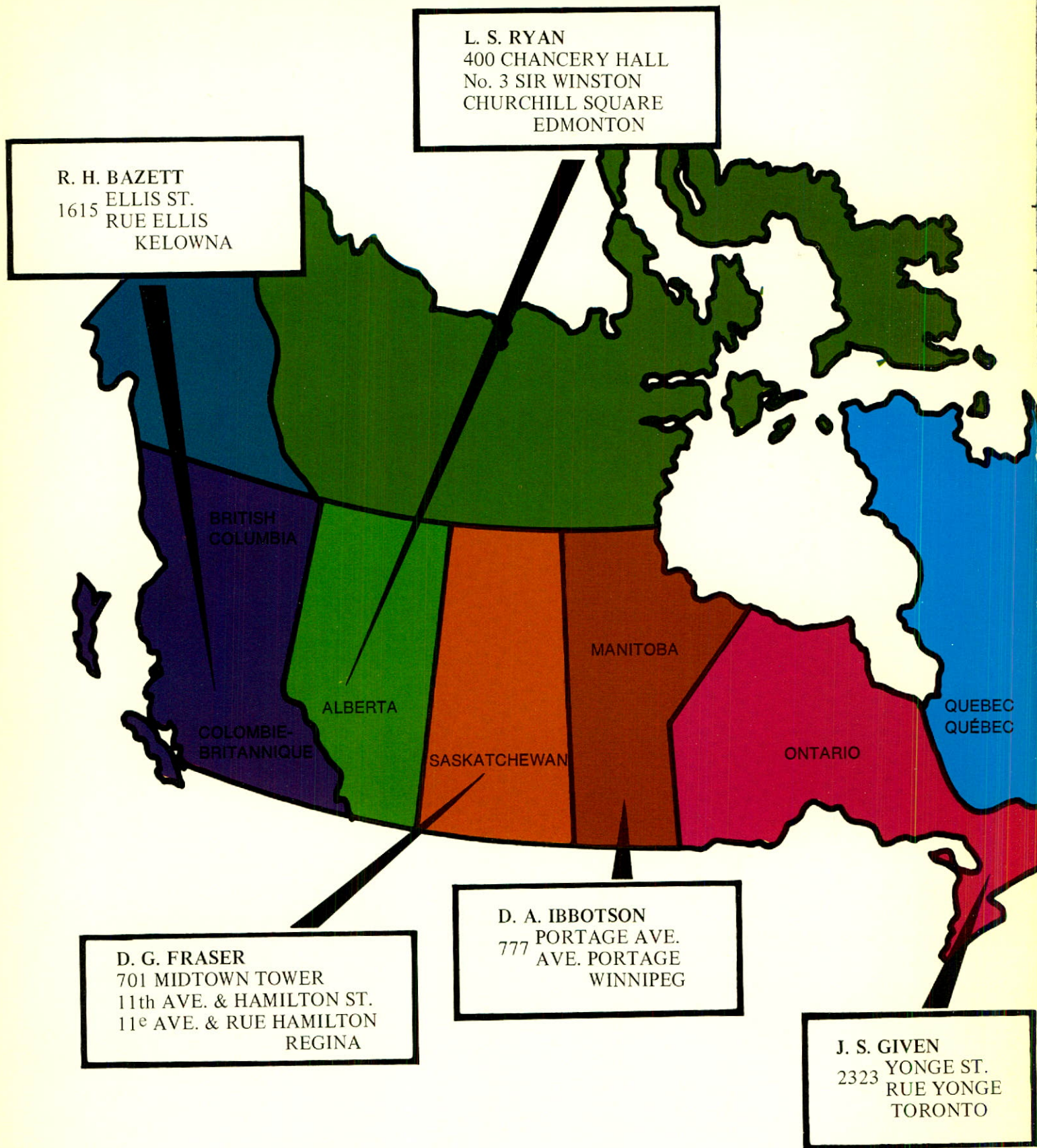
Interest - Intérêt			Other Charges Autres frais	TOTAL	PRÊTS L.C.A.
Due Échu	Not Due Non échu	Total			
\$	\$	\$	\$	\$	
542,414	1,761,044	2,303,458	15,451	65,924,062	Colombie-Britannique
2,505,619	12,277,690	14,783,309	120,933	309,627,144	Alberta
1,935,710	13,986,636	15,922,346	20,523	358,917,987	Saskatchewan
846,722	3,993,808	4,840,530	27,415	120,227,542	Manitoba
694,002	6,537,434	7,231,436	57,265	263,370,462	Ontario
158,978	3,033,733	3,192,711	25,917	130,390,419	Québec
12,101	343,155	355,256	3,737	11,527,944	Nouveau-Brunswick
16,907	97,444	114,351	—	4,707,533	Nouvelle-Écosse
26,352	315,763	342,115	689	10,587,403	Île-du-Prince-Édouard
29,149	37,210	66,359	1,402	1,627,970	Terre-Neuve
6,767,954	42,383,917	49,151,871	273,332	1,276,908,466	CANADA

PRÊTS L.C.S.A.

877	1,975	2,852	—	94,621	Colombie-Britannique
25,055	82,476	107,531	754	2,017,886	Alberta
4,406	7,332	11,738	—	252,551	Saskatchewan
3,544	67,472	71,016	211	1,551,542	Manitoba
2,629	42,903	45,532	—	1,259,562	Ontario
11,214	44,147	55,361	6	1,228,603	Québec
—	672	672	3	12,909	Nouveau-Brunswick
13	1,263	1,276	—	33,244	Nouvelle-Écosse
5,753	11,161	16,914	100	237,883	Île-du-Prince-Édouard
—	—	—	—	—	Terre-Neuve
53,491	259,401	312,892	1,074	6,688,801	CANADA

CONTRATS DE VENTE L.C.A.

—	5,393	5,393	—	154,570	Colombie-Britannique
993	16,699	17,692	—	406,545	Alberta
—	1	1	—	122	Saskatchewan
—	642	642	—	10,642	Manitoba
1,625	13,321	14,946	—	511,115	Ontario
2,941	10,503	13,444	37	370,357	Québec
107	1,686	1,793	—	85,068	Nouveau-Brunswick
1	777	778	—	31,139	Nouvelle-Écosse
49	3,905	3,954	—	132,137	Île-du-Prince-Édouard
—	—	—	—	—	Terre-Neuve
5,716	52,927	58,643	37	1,701,695	CANADA



R. H. BAZETT
ELLIS ST.
1615 RUE ELLIS
KELOWNA

L. S. RYAN
400 CHANCERY HALL
No. 3 SIR WINSTON
CHURCHILL SQUARE
EDMONTON

D. G. FRASER
701 MIDTOWN TOWER
11th AVE. & HAMILTON ST.
11^e AVE. & RUE HAMILTON
REGINA

D. A. IBBOTSON
777 PORTAGE AVE.
AVE. PORTAGE
WINNIPEG

J. S. GIVEN
2323 YONGE ST.
RUE YONGE
TORONTO

BRANCH OFFICES & MANAGERS

SUCCURSALES ET GÉRANTS

A. F. LANGLOIS
PLACE LAURIER
SUITE 410-B
2700 BOULEVARD LAURIER
STE-FOY

ATLANTIC
ATLANTIQUE

W. A. WEST
567 ST. GEORGE BLVD.
BOUL. ST-GEORGE
MONCTON

DISTRICT AND FIELD OFFICES

District offices shown in capital letters

BUREAUX DE DISTRICT ET DE CAMPAGNE

Bureaux de district indiqués et lettres majuscules

BRITISH COLUMBIA — COLOMBIE-BRITANNIQUE

KELOWNA.

Abbotsford; Dawson Creek; Kamloops; Vernon; Summerland.

ALBERTA

CALGARY; EDMONTON; GRANDE PRAIRIE;
LETHBRIDGE; RED DEER; VEGREVILLE.

Athabasca; Barrhead; Brooks; Calgary; Camrose; Didsbury;
Drumheller; Edmonton; Evansburg; Fairview; Falher; Fort
Macleod; Grande Prairie; Hanna; High River; Innisfail; Lacombe;
Lethbridge; Medicine Hat; Peace River; Red Deer; Redwater;
Stettler; St. Paul; Vegreville; Vermilion; Wainwright; Westlock;
Wetaskiwin.

SASKATCHEWAN

N. BATTLEFORD; PRINCE ALBERT; REGINA;
SASKATOON; SWIFT CURRENT; YORKTON.

Assiniboia; Carlyle; Estevan; Humboldt; Indian Head; Kindersley;
Meadow Lake; Melfort; Moose Jaw; Nipawin; N. Battleford;
Preeceville; Prince Albert; Regina; Rosetown; Saskatoon;
Shaunavon; Swift Current; Tisdale; Unity; Watrous; Weyburn;
Whitewood; Wynyard; Yorkton.

MANITOBA

BRANDON; PORTAGE LA PRAIRIE; WINNIPEG.

Arborg; Brandon; Carman; Dauphin; Killarney; Morden; Neepawa;
Portage la Prairie; Roblin; Virden; Winnipeg.

ONTARIO

CHATHAM; GUELPH; LINDSAY; NORTH BAY;
OTTAWA; WALKERTON; WOODSTOCK.

Arnprior; Barrie; Caledonia; Campbellford; Chatham; Cornwall;
Essex; Goderich; Guelph; Kingston; Lambeth; Lindsay;
Listowel; North Bay; Orangeville; Ottawa; Owen Sound;
Simcoe; Stratford; Vineland; Walkerton; Woodstock; Wyoming.

QUÉBEC

QUÉBEC; RIMOUSKI; ST-HYACINTHE; ST-JEAN;
SHERBROOKE; VICTORIAVILLE.

Drummondville; Hull; Joliette; Québec; Rimouski; Rivière-du-
Loup; Roberval; Rouyn; St-Hyacinthe; St-Jean; St-Jérôme;
Sherbrooke; Trois-Rivières; Valleyfield; Victoriaville; Waterloo.

ATLANTIC — ATLANTIQUE

GRAND FALLS; CHARLOTTETOWN.

Fredericton; Grand Falls; Moncton; Kentville; Sussex; Truro;
Charlottetown.

MEMBERS OF THE CORPORATION

Chairman	GEORGE OWEN
Vice-Chairman	WILLIAM H. OZARD
Member	W. ESMOND JARVIS
Member	THOMAS K. SHOYAMA
Member	PAUL D. NORMANDEAU
Secretary to Corporation	W. RALPH deGRUCHY

MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ

Président
Vice-président
Membre
Membre
Membre
Secrétaire de la Société

MEMBERS OF THE ADVISORY COMMITTEE

Chairman Alberta	J. ALLEN BAKER
British Columbia	WALTER H. COLLINS
Saskatchewan	JOHN R. STILBORN
Manitoba	ALBERT VIELFAURE
Ontario	CHARLES MUNRO
Ontario	GEORGE HIGGS
Quebec	S. WYMAN MACKECHNIE
Quebec	ROLAND PIGEON
New Brunswick	ALBERT DESJARDINS
Prince Edward Island	LEONARD BRADLEY

MEMBRES DU COMITÉ CONSULTATIF

Président Alberta
Colombie-Britannique
Saskatchewan
Manitoba
Ontario
Ontario
Québec
Québec
Nouveau-Brunswick
Île-du-Prince-Édouard

CHAIRMEN OF APPEAL BOARDS

British Columbia	LEONARD BAWTREE
Alberta	HARRY R. PATCHING
Saskatchewan	ENOS S. SPROAT
Manitoba	JOHN MURTA
Ontario	FRED COHOE
Quebec	JOSAPHAT CARRIER
New Brunswick	ALBERT DESJARDINS
Nova Scotia	GORDON WOODMAN
Prince Edward Island	CHARLES YEO

PRÉSIDENTS DES COMMISSIONS D'APPEL

Colombie-Britannique
Alberta
Saskatchewan
Manitoba
Ontario
Québec
Nouveau-Brunswick
Nouvelle-Écosse
Île-du-Prince-Édouard

HEAD OFFICE

Chief Executive Officer
General Manager Operations
Director-General,
Lending Operations
Director, Lending
Director, Research and
Farm Management
Director, Loan Administration
and Special Programs
Director, Administrative Services
Comptroller
Director, Personnel Services
Executive Assistant to Chairman
Economic Advisor
Credit Policy Advisor
Legal Counsel
Public Relations Officer
Operational Auditor
Chief Accountant
Chief, Systems Development

G. OWEN
W.H. OZARD
W.A. DUNCAN
A.H. HOLMES
M.E. ANDAL
J.M. DAY
W.R. de GRUCHY
P.A. LANOIX
J.M. BRETON
E.J. SIVYER
M.E. ANDAL
H.D. CARR
J.E. BRASSARD
S.O. ROBINSON
J.F.E. PEPIN
W.G. MANN
C.A. RADLEY

SIÈGE SOCIAL

Principal fonctionnaire exécutif
Gérant général des opérations
Directeur général des opérations
de prêts
Directeur des prêts
Directeur des recherches et de
la gestion agricole
Directeur de l'administration des
prêts et des programmes spéciaux
Directeur des services administratifs
Contrôleur
Directeur des services du personnel
Adjoint exécutif au président
Conseiller économique
Conseiller en politiques de prêts
Conseiller juridique
Agent des relations extérieures
Vérificateur des opérations
Comptable en chef
Chef de l'élaboration des méthodes



